



Paris, le 22 décembre 2021

L'interfédérale demande au Président de la République de cesser la folie consistant à sacrifier EDF

Dans une lettre qu'elles viennent de lui adresser, les fédérations syndicales FNME-CGT, CFE Énergies, FCE-CFDT et FO Énergie et Mines demandent au Président de la République de mettre fin au scandale de l'éventuel relèvement du plafond de l'AReNH qui organise la spoliation d'EDF et donc de la Nation.

Un tel relèvement à un prix spoliateur de 42 €, comme l'envisage Bruno LE MAIRE, reviendrait en effet à augmenter la subvention qu'EDF doit verser à ses concurrents, au détriment de ses propres capacités d'investissement dans un outil industriel souverain propriété de la Nation. Pourtant, ces concurrents ont doublement failli par des comportements prédateurs et, plus grave encore, parce qu'ils n'ont développé aucune capacité de production électrique depuis 2010 alors même que l'AReNH avait été conçu à l'origine pour les y inciter. L'AReNH est d'autant plus scandaleux que c'est EDF qui est appelé à la rescousse quand ses concurrents sont défailants.

EDF fera face, dans la décennie qui vient, à un mur d'investissements de plus de 100 milliards d'euros. L'Interfédérale considère par conséquent qu'une telle décision sur l'AReNH fragiliserait l'avenir des générations futures en réduisant les capacités de la France à respecter ses engagements de neutralité carbone pris devant les Nations-Unies

Plutôt que sacrifier EDF dont la résilience démontre la réalité de son statut d'infrastructure essentielle, protectrice de la souveraineté de la Nation, l'Interfédérale considère qu'il est du devoir de l'État de donner à EDF les moyens d'investir et d'ainsi redonner tout son sens au service public de l'électricité. L'impératif et l'urgence d'investissements massifs dans la transition bas carbone, rappelés lors de la COP 26, comme les enjeux de réindustrialisation et de relance industrielle, sont là pour le rappeler.

Enfin, l'Interfédérale rappelle qu'au moment où la sécurité d'alimentation électrique est dans tous les esprits, la décision de fermer la centrale nucléaire de Fessenheim, hérésie climatique doublée d'un scandale industriel, fragilise aujourd'hui encore l'alimentation électrique des Français à l'approche de l'hiver. A cette fermeture scandaleuse et dogmatique sont venus s'ajouter l'arrêt de la centrale du Havre et le plafonnement de la durée de fonctionnement de la centrale de Cordemais. L'Interfédérale exige donc de faire cesser la folie qui consiste à priver le système électrique national de moyens pilotables de production et donc de ses marges de sécurité.

Parce qu'elle a su se mobiliser depuis deux ans aux côtés des salariés pour défendre l'avenir du groupe EDF et le rôle central qu'il doit jouer pour le service public et une politique énergétique souveraine intégrant les objectifs de neutralité carbone et d'une véritable politique industrielle et sociale, l'Interfédérale n'admettra pas qu'EDF soit sacrifiée sur l'autel d'un calendrier politique bien éloigné des intérêts de la Nation.